

Déménagement - Rue des Bouchers
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise ACE GIBOUIN DEMENAGEMENTS, dont le siège social se situe 472 rue Édouard Vaillant – BP 61155, 37011 Tours, en date du 6 décembre 2023,

Considérant l'étroitesse de la voie,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer la circulation ainsi que le stationnement rue des Bouchers afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement au droit du n° 28 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue des Bouchers, dans sa partie comprise entre l'angle de la rue Pascal Bourcy et de la rue Bernard Tronquière, le **mercredi 27 décembre 2023, de 14h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise ACE GIBOUIN DEMENAGEMENTS.

Article 2 : L'entreprise ACE GIBOUIN DEMENAGEMENTS est autorisée à stationner ses véhicules de déménagement au droit du n° 28 de la rue des Bouchers, le **mercredi 27 décembre 2023, de 14h00 à 18h00**.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 4 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette règlementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 5 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, Mme le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise ACE GIBOUIN DEMENAGEMENTS, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

